



Réforme du baccalauréat: les dysfonctionnements et les angoisses perdurent

Depuis la rentrée, le nouveau baccalauréat version Blanquer est entré en vigueur en classe de première. Les élèves, en plus du tronc commun, ont dû choisir trois spécialités et vont passer en janvier les épreuves de contrôle continu. Problème: des inconnues multiples demeurent sur le contenu des examens. Enseignants et élèves restent dans le flou. Saphir et Sarah se sont résolues à sacrifier une partie de leurs vacances de Noël. Ces deux élèves de première dans un lycée de Sarcelles (Val-d'Oise) vont consacrer quelques jours de leurs congés à réviser. Logan, Titouan et Louise sont aussi dans l'expectative et attendent de savoir comment vont se dérouler les premières épreuves du baccalauréat nouvelle mouture.

En effet, de fin janvier à début février, ces élèves vont inaugurer les toutes premières épreuves communes de contrôle continu instituées par la réforme du baccalauréat. Ces

«E3C», comme elles sont surnommées, cristallisent toutes les craintes et les interrogations des lycéens et de leurs enseignants. Ce sont des épreuves qui compteront pour 30 % de la note finale et qui seront constituées grâce à une «banque nationale de sujets», divulguée la semaine dernière. Elle sera «vivante» et alimentée régulièrement en fonction des disciplines.

Par exemple, 300 sujets seront ainsi accessibles, pour le tronc commun : l'histoire-géographie, les langues vivantes, les sciences (pour les séries générales) et les mathématiques (pour les séries technologiques). Les lycéens devront bûcher 1 h 30 à deux heures. Ce mode d'évaluation a été pensé pour casser l'effet bachotage et desserrer l'étau du stress inhérent à tout examen.

Le ministère de l'éducation nationale explique qu'il sera plus engageant qu'un bac blanc mais moins angoissant qu'un examen. Tout sera organisé selon les modalités d'un examen traditionnel. Les copies seront anonymisées et numérisées. Les corrections seront apportées sur support informatique. Certains enseignants ont déjà évoqué l'inconfort provoqué par une telle démarche et expliquent qu'il n'est pas envisageable pour eux de passer des heures derrière leur ordinateur.

Il y aura une commission d'harmonisation des notes avec des inspecteurs et des professeurs ayant participé aux corrections, pour contrecarrer l'idée d'un baccalauréat local et limiter l'effet des correcteurs. La numérisation permet d'éviter les pertes de copies et les erreurs de notes, et de restituer une copie annotée aux élèves.

Au ministère, on assure que la tâche n'est «pas fatigante et l'interface intuitive». Tout est mis en œuvre par le ministère pour assurer la pédagogie de la réforme et dissiper les inquiétudes. Tout, jusqu'au recours aux services d'un youtubeur, l'Antisèche, pour décrypter le contrôle continu dans une vidéo «e n partenariat avec le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse», lequel a créé un site baptisé

«quandjepasselebac».

Sur le papier, pourquoi pas une réforme du baccalauréat, qui n'avait plus de sens, comme le concèdent enseignants et syndicat. Mais cette réforme menée tambour battant sans que l'intendance suive toujours agace. Dans les faits, tout le monde patauge. Les proviseurs s'arrachent les cheveux pour organiser les épreuves. Logan, élève de première à Saint-Céré dans le Lot, résume le sentiment général. Depuis la rentrée, explique-t-il, «on avance à l'aveugle, on

est des cobayes. On nous demande de faire des choix très matures, comme l'abandon d'une spécialité en terminale, mais dans le vide».

Son camarade Titouan abonde en son sens : «Nos enseignants essaient de nous rassurer mais ils sont fébriles. On a dû choisir en quelques jours quelle langue vivante on allait passer pour les premières épreuves. Nous n'avons ni le temps, ni les éléments nécessaires pour nous décider.»

Le barème des épreuves est resté longtemps secret. Les corrections données aux enseignants sont jugées incompréhensibles par beaucoup d'entre eux. Les sujets sont accessibles depuis la semaine dernière, juste avant les congés de Noël, ce qui laisse encore moins de temps aux enseignants pour décortiquer les objectifs attendus et s'approprier ce nouveau type d'examen. Certains expliquent ne pas savoir quoi répondre aux élèves anxieux.

Lætitia, professeur d'anglais au lycée Diderot dans le XIX^e arrondissement de Paris, raconte que les élèves font confiance à l'équipe enseignante pour gérer ces nouvelles étapes mais celle-ci a bien du mal à dissimuler son inquiétude. Surtout quand il s'agit de passer de nouvelles épreuves qui mettent en jeu des compétences précises, que tous les élèves ne possèdent pas.

Elle détaille : «Ceux qui sont habitués à gérer leur temps, leur stress et ont un esprit de synthèse fort s'en sortiront. Les exercices sont exigeants. En compréhension orale, il faut résumer un audio en français et écrire un texte en anglais. Les inspecteurs nous disent que ça ira mais on est pris dans les injonctions contradictoires. On nous demande de travailler sur le contenu, mais vu sa lourdeur, on est tous en retard sur le programme et on doit aussi tenir l'échéance d'un examen.»

Marie, enseignante d'espagnol à Caen, partage ce constat. «Ce bac permanent nous pose problème avec ces épreuves à préparer en janvier. Le ministre nous a promis que cela ôterait du stress. En réalité, dans l'ancienne formule, un élève qui avait suffisamment travaillé n'arrivait pas dans un état d'angoisse absolue. La réforme du lycée met en situation d'examen les élèves de première en janvier, en mai et en décembre en terminale, puis avec le grand oral ; ils ont tous les trois mois des épreuves.»

Louise, 16 ans, élève du très prestigieux lycée Henri IV, a choisi humanités, histoire-géographie/géopolitique, langues et cultures de l'Antiquité. De son propre aveu, elle est «terriblement angoissée» car, à son sens, ces évaluations arrivent beaucoup trop tôt dans l'année scolaire. «On commence à peine à prendre nos marques et on nous demande de faire des compositions en langue. Les profs sont dans le doute depuis la rentrée, même s'ils nous communiquent des informations quand ils les reçoivent.»

Saphir, 16 ans, en première à Sarcelles, rapporte qu'au départ, il était difficile de s'adapter à la nouvelle architecture et dit appréhender de plus en plus ces «E3C.» Elle craint de perdre des points lors de cette épreuve. Même si elle se dit, de manière contradictoire, que cela peut être un moyen d'en gagner. «Tout est confus donc on ne sait rien en fait.»

Louise déplore qu'une réforme aussi radicale ait été appliquée aussi vite. Par exemple, raconte-t-elle, en humanités, il faut rédiger des essais. Mais certains camarades ne savaient pas comment procéder. «Nous avons encore beaucoup de questions par rapport aux épreuves.»

Sa camarade Sarah a choisi sciences économiques, maths et langues, littératures et cultures étrangères. Elle est passée par plusieurs états. D'abord l'interrogation autour des bénéfices de la réforme, puis l'appréhension et la perturbation. L'adolescente déplore «le niveau très élevé» en comparaison de l'année dernière, où elle se sentait

«comme un poisson dans l'eau», car elle arrivait à travailler sans avoir le sentiment de devoir grimper une marche infranchissable.

Titouan, 16 ans en première, a recomposé feu la filière scientifique en choisissant comme spécialités des maths, de la physique et de la SVT. Le jeune homme rêve de devenir astrophysicien. En ce moment, les mathématiques lui donnent du fil à retordre, même s'il arrive à s'en sortir, car il adore cela, dit-il.

Des désagréments qui épuisent les enseignants

Les élèves en difficultés peuvent s'en remettre au CNED, l'organisme d'enseignement à distance, pour mieux réviser la spécialité maths. Des enseignants se sont étranglés de voir le ministère en faire la promotion pour les suppléer. Le ministère concède en effet que le niveau, cette année, est «exigeant», mais il s'agit en mathématiques «du niveau jugé nécessaire en fin de première pour pouvoir continuer en terminale et si au-delà on veut réussir dans le supérieur. C'est un programme de vérité, cette réforme».

Sophie Vénéitay, professeure de sciences économiques et sociales, et secrétaire générale adjointe du Snes-FSU, le principal syndicat du secondaire, confirme que les E3C sont un sujet de discussion depuis quelques semaines dans les salles des profs. Le bilan n'est pas très reluisant, selon elle. Les enseignants accusent une certaine fatigue, comme ils ont dû gérer la mise en place des nouveaux programmes et corriger plus de copies. Ils ont ressenti également une pression supplémentaire dans le fait de devoir évaluer les élèves régulièrement.

Et dans ces cas-là, la moindre note mise peut déboucher sur une protestation puisque pour les jeunes chaque note compte. Il y a aussi les épreuves à préparer. «Les collègues ont travaillé à l'aveugle tout le temps. Et ils doivent en plus aiguiller les élèves pour l'abandon de l'une des trois spécialités en terminale. L'enjeu est fort : c'est un choix qui engage, car on peut ouvrir ou fermer des portes dans Parcoursup.»

Les élèves ont aussi raconté comment la réforme a fait exploser la classe et l'ambiance. En dehors des heures du tronc commun, les élèves sont éclatés entre différentes classes pour suivre leur spécialité. Marie, l'enseignante de Caen, raconte qu'un enseignant de première en spécialité a un groupe d'élèves qui proviennent de 12 classes différentes. Impossible d'assister aux conseils de classe dans ces conditions.

Lætitia, la professeure d'anglais, explique que les classes de première ne se voient plus, que des élèves sont isolés. Certains doivent même se rendre, pour suivre les enseignements de spécialité, dans deux autres lycées de l'arrondissement. «Je ne peux pas les faire travailler ensemble. Ils ne se connaissent pas», dit-elle. En outre, les conseils de classe ont dû examiner des dossiers lacunaires puisque les enseignants des autres établissements où se tiennent les enseignements de spécialité n'ont pas rempli la base de données des notes à temps. «L'éclatement des classes, c'est bien beau dans un bureau, sur le papier, c'est bien, mais ce n'est pas évident à gérer pour les élèves», poursuit Marie.

Au quotidien, les élèves remarquent qu'il a fallu multiplier les groupes WhatsApp ou Messenger pour communiquer entre eux sur des devoirs par exemple. Logan explique que dans sa classe, ils sont trois à suivre l'enseignement en sciences économiques et sociales. «On n'est pas sûrs de savoir qui fait quoi dans les autres classes. C'est difficile de créer un groupe et une ambiance de classe, même si pour moi ça va ; je suis sociable.»

Louise l'a aussi relevé de son côté. Il y a peu de cohésion dans sa classe. «C'est compliqué de

trouver de la solidarité entre élèves. En seconde, j'avais l'impression qu'il y avait moins une ambiance concurrentielle. Cette année, mes camarades sont un peu plus dans cet esprit-là et entrent beaucoup plus dans la compétition. En fait, le bac est tout le temps en arrière-plan.»

Le ministère explique encore que la «transformation n'est jamais facile» mais que c'est pour la bonne cause, car «le système va être meilleur». Il considère que cette réforme n'enferme pas les élèves puisqu'ils ont le droit d'essayer des spécialités et d'en abandonner une. «La démarche d'orientation se construit sur trois ans avec un bon accompagnement», insiste-t-on encore dans l'entourage du ministre.

Ces désagréments semblent mineurs et devraient être corrigés mais, mis bout à bout, ils épuisent les personnels. Sophie Vénétiay, du Snes-FSU, rapporte qu'en effet les programmes sont plus difficiles mais qu'il n'y a pas assez d'heures supplémentaires pour mettre en place des modules d'aide personnalisée. Les enseignants en sont réduits

«au bricolage», déplore-t-elle.

Certains élèves en difficulté ne peuvent recevoir d'appui de leurs professeurs, en tout cas pas autant qu'il le faudrait. «Des élèves décrochent alors que notre mission est de les emmener jusqu'au bac. C'est une réforme idéologique et budgétaire qui se traduit par la baisse des heures de petits groupes», juge la responsable syndicale.

Elle va plus loin et parle de mise en place «d'un tri darwinien». Cette nouvelle architecture tourne le dos à la politique de démocratisation de l'enseignement scolaire.

Pour elle, la réforme du baccalauréat, et du lycée de fait, ne corrige nullement les inégalités qui y ont cours – l'étude Pisa de l'OCDE a mis l'accent dessus dans sa dernière édition récemment publiée – mais les amplifie, selon Sophie Vénétiay.

Lætitia en est aussi convaincue. «Les élèves ne savent pas comment choisir les spécialités. J'enseigne la spécialité anglais et certains ont cru que c'étaient des cours de soutien. Ils tombent un peu des nues.» Elle explique que ses élèves viennent de milieux sociaux divers et qu'il y a beaucoup d'enfants d'immigrés et de la classe moyenne.

«C'est une réforme avec des contenus de programme extrêmement élitistes avec des épreuves universitaires. Tout est conçu pour les enfants de profs et pour ceux qui ont un bagage culturel important. Il n'y a pas vraiment de choix. Si les élèves ne savent pas ce qu'ils veulent faire à la fac, c'est violent.»

Au ministère, on concède que cette réforme «occasionne des changements profonds».

«On est conscients que cette réforme suscite des inquiétudes. Il faut des ajustements mais c'est la première année, tout ne peut être parfait.» Le comité de suivi, présidé par Jean-Charles Ringard, Marc Foucaud et Pierre Mathiot, l'architecte de la réforme du lycée, est censé corriger les difficultés rencontrées par les enseignants.

Il y a quelques mois, des enseignants s' alarmaient des conséquences du choix des spécialités chez leurs élèves les plus fragiles. Sophie Vénétiay partage toujours ce constat et dénonce «une reproduction des représentations sociales» autour de certaines disciplines. Elle s'appuie sur un service du ministère de l'éducation nationale, la Depp (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance), qui a étudié les choix de spécialités par les élèves dans une note. Résultat : on retrouve une répartition genrée dans le choix des spécialités. «Les enseignements "scientifiques" (sauf sciences de la vie et de la terre – SVT) ont plus souvent été

choisis chez les garçons que chez les filles. À l'inverse, les enseignements d'humanités, de SES, d'histoire-géographie et de langues-littérature sont plus choisis par les filles.» Et les disciplines scientifiques plus choisies par les élèves de milieux sociaux favorisés. En avril, le Snes-FSU avait réalisé une étude qui portait les mêmes conclusions.

Sans compter que les filières telles qu'elles existaient ont été reconstituées par les élèves. Difficile de conclure dans ces conditions que cette réforme ne perpétue pas les inégalités.